



BORIS NASDROVISKY,

MANAGER MOBILITÉ ACTIVE -
SPW MI (MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURES) -
DIRECTION DE LA PLANIFICATION DE LA MOBILITÉ

**« EN CE QUI CONCERNE
LA MOBILITÉ ACTIVE, IL
FAUT CRÉER DU LIEN ENTRE
LES DIFFÉRENTES ÉCHELLES
TERRITORIALES »**



Alain DEPRET,
Secrétaire de rédaction

Le premier avril de cette année, le SPW Mobilité et Infrastructures a offert à Boris Nasdrovsky une nouvelle aventure professionnelle et humaine. Il est ainsi devenu manager en mobilité active afin de coordonner les politiques en faveur des cyclistes, des piétons et des usagers de la micro-mobilité. En ce sens, son rôle est notamment d'assurer la mise en place des Plans d'actions Wallonie cyclable et piétonne, d'animer la cellule « Mobilité active » au sein de la Direction de la Planification de la mobilité et de créer du lien entre les acteurs impliqués. Ainsi, pas moins de 116 communes sont actuellement engagées dans le Plan d'investissement Wallonie cyclable et un Plan d'actions Wallonie piétonne devrait bientôt être mis en route. Rencontre avec le nouveau manager wallon de la mobilité...

Monsieur Nasdrovsky, avant toute chose, il serait bon de vous présenter à nos lecteurs...

Question cursus, je suis bio-ingénieur en gestion de l'environnement et de l'aménagement du territoire. J'ai suivi ensuite un master en urbanisme, puis des formations complémentaires, notamment en mobilité. Après mes études, j'ai travaillé pendant un an et demi dans un bureau international et, ensuite, il y a eu un passage d'une année en Amérique du Sud pour des ONG. En 2011, j'ai travaillé dans une ASBL appelée « Sentiers.be », où j'ai beaucoup œuvré pour la thématique de la valorisation des chemins et sentiers et, très vite, pour la thématique de la mobilité active. En 2017, j'ai repris la direc-

tion de l'ASBL pour en faire une association de défense et de promotion de la marche piétonne. Mon angle de travail a donc toujours été le partage de la voirie et la multimodalité. Et j'ai finalement accepté ce nouveau poste de manager mobilité au sein du SPW depuis début avril.

Votre carrière professionnelle vous a permis de passer par d'autres pays... Avez-vous l'impression que des exemples européens, voire mondiaux, sont importants à suivre pour la Belgique en termes de mobilité ?

On parle souvent du Danemark et des Pays-Bas en matière de mobilité active. Il y a un exemple que j'aime beaucoup, c'est celui de la ville de Pontevedra en Espagne... Je crois que ce sont effectivement des modèles qui doivent nous motiver. Il y a aussi des pays qui sont inspirants parce qu'ils ont un peu les mêmes caractéristiques que nous. Je pense notamment à la France, ou même à des pays d'Amérique latine qui ont la même évolution que nous. L'avantage, au niveau de la Wallonie, c'est que nous réfléchissons de manière parallèle, notamment à un plan piéton et à un plan vélo... Ce qui va nous permettre de mettre des choses cohérentes en place. Ce qui est intéressant, aussi, c'est que nous recréons actuellement une dynamique avec nos régions voisines.

Pourriez-vous nous expliquer la particularité du mot « active » dans votre concept de mobilité ?



Être actif, cela veut dire que l'on va utiliser sa propre énergie pour son déplacement. Cela va donc effectivement concerner principalement la marche et les déplacements à vélo. Auparavant, on avait plutôt l'habitude d'évoquer les usagers doux ou la mobilité douce. Le concept a donc un peu évolué et correspond mieux, je pense, à la vie d'aujourd'hui.

Quelle est votre mission, désormais, au sein du SPW Mobilité et Infrastructures ?

J'ai pour objectif de représenter la politique de la mobilité active en région wallonne. C'est donc, notamment, de présenter les différentes politiques mises en place, tant pour le côté piéton que le côté vélo. Il s'agit également de créer du lien entre les différentes échelles territoriales, ce qui est effectivement quelque chose de très important. Les communes s'intéressent fortement à la problématique, les provinces également, les groupes d'action locaux et les intercommunales aussi... Dès lors, sans vouloir imposer une vision, il faut au moins créer des échanges entre les différentes actions menées en ce sens. Mais, un axe important de mon travail reste tout de même la rédaction d'un plan d'actions *Wallonie cyclable*, et bientôt l'équivalent en *Wallonie piétonne*.

Qu'est-ce qui vous paraît essentiel de faire passer comme message aux communes aujourd'hui ?

Je voudrais notamment évoquer l'application du principe « STOP » : S pour *Stappers* (piétons), T pour *Trappers* (cyclistes), O pour *Openbaar vervoer* (transport public) et P pour *Privé vervoer* (transport privé/voiture individuelle). Au lieu de réfléchir d'abord à la place de la voiture dans les déplacements, comme auparavant, il est plutôt question d'analyser les besoins selon la hiérarchie piétons / cyclistes / transports en commun / voitures. Cette politique nouvelle est importante et doit percoler entre les différentes échelles du territoire, et ce jusqu'au niveau communal. Il me semble que plus on est proche des citoyens, plus on est proche de leurs besoins et de la réalité de terrain. Le lien entre une vision régionale, assortie d'objectifs régionaux, et les réalités locales est donc important à mettre en place. Pour ce faire, on peut créer un certain nombre de principes et d'outils. Enfin, il s'agit également d'aider les communes dans des projets à mettre en œuvre avec une certaine homogénéité. Il faut donc pouvoir dire aux communes : travaillons ensemble, essayons de mutualiser les outils. Et ce, même en termes financiers.

Comment communiquez-vous ce concept aux communes ?

Cela se fait à différents niveaux. Au niveau de la Région, nous avons, par exemple, la *WaCyNews*, une newsletter dans laquelle nous communiquons de l'information vers les communes. Mais nous rencontrons également les agents communaux dans le cadre de diverses formations, comme celles destinées aux conseillers en mobilité. Ensuite, nous allons vers

le terrain via la Semaine de la mobilité, le salon *Municipalia* ou lors de tables rondes spécifiques. C'est souvent l'occasion d'entendre les communes et leurs citoyens en ce qui concerne la mobilité active.

Quel est votre avis sur la politique actuelle de mobilité dans les communes ?

L'évolution est plutôt bonne, je pense. Les discours changent et de plus en plus de communes y croient. En fait, promouvoir la mobilité active, c'est aussi changer sa manière de voir la mobilité. Notre mobilité n'a pas arrêté d'évoluer. Aujourd'hui, nous sommes dans une mobilité partagée, dans laquelle l'aménagement du territoire et les espaces publics doivent être à nouveau mieux partagés. C'est cela qui rentre effectivement de plus en plus dans les discours. Certaines communes sont fort avancées, d'autres commencent seulement à prendre ce concept en compte. Mais cela demande encore beaucoup de travail de sensibilisation. C'est un peu mon rôle, finalement.

Voyez-vous une différence entre les grandes villes et les plus petites communes en matière de mobilité ?

Tant en milieu urbain qu'en milieu rural, on a de bonnes raisons de promouvoir la mobilité active : les villes plus urbaines peuvent favoriser l'intermodalité pour se rendre au travail, par exemple, le milieu rural peut, lui, favoriser l'accès aux transports en commun en mode actif. Mais, derrière cela, il y a aussi l'aspect santé qui compte.

C'est-à-dire ?

Il est vrai que, à la suite de la crise sanitaire, le fait que les Gouvernements favorisent le télétravail va sans doute changer la donne. Cela va renforcer le besoin d'être actif à d'autres moments. On peut se dire que l'on bouge moins de chez soi et qu'il est donc important de favoriser d'autres petits déplacements : chercher son enfant à pied à l'école, par exemple. L'aspect santé, j'en suis persuadé, est un véritable levier pour la promotion de la mobilité active. On l'a vu aussi, avec le confinement : les gens ont beaucoup plus découvert leur territoire, ils ont appris à l'aimer et à mieux connaître leur entourage direct.

En conclusion, quel pourrait donc être votre vision de la mobilité future ?

Pour que la mobilité active et ses objectifs de développement puissent avoir lieu, je crois que les échanges entre les différentes échelles du territoire sont vraiment très importants. Je ne peux donc être que demandeur, effectivement, d'avoir des échanges et du lien avec les communes, que ce soit à l'occasion de tables rondes, de séminaires ou simplement lors d'échanges avec des personnes. Vos membres ne doivent donc pas hésiter à entrer en contact avec nous.